

« Pays en développement », une fiction bien commode qui a la vie dure ?

En développement ?

L'expression « pays en développement » reste très populaire et est largement utilisée depuis des décennies. À telle enseigne qu'en toute logique on devrait se dire qu'à force d'être « en développement », ces pays devraient être développés depuis longtemps !

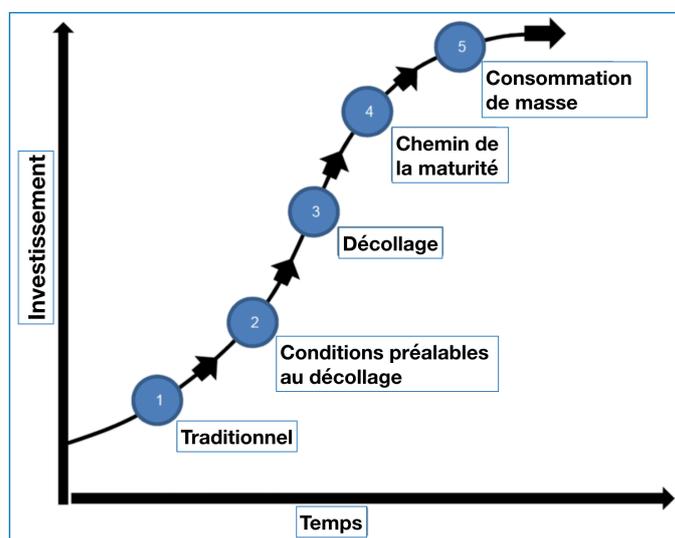
Or, c'est loin d'être le cas.

Le concept de « pays en développement » serait-il donc une fiction bien commode, permettant de masquer une réalité en la drapant d'un optimisme prometteur où les pays pauvres devraient être en mesure de rattraper les pays riches ? En tout cas, il est très ambigu, recouvre des pays aux conditions très différentes et ne présente pas de réel intérêt analytique. Il peut cependant être chargé d'une portée symbolique qui explique peut-être la pérennité de son utilisation, notamment dans les discours politiques [[lire en anglais](#)].

D'autres termes utilisés fréquemment dans le passé, tels que « tiers-monde » ou « pays moins avancés » ont nettement moins bien résisté au temps, peut-être à cause de leur éventuelle connotation négative.

En réalité, une grande partie de ces expressions qualificatives de pays sont héritées de la théorie énoncée par Rostow dans les années 1950, selon laquelle le développement serait un processus fait d'une série de « stades de développement » (**Figure 1**) que tous les pays seraient appelés à suivre, à la manière de ce qu'on fait ceux que l'on nomme, de nos jours, les « pays développés » ou « pays industriels » [[lire](#)].

Figure 1 Les stades de développement selon Rostow



Source : [Potter et al., 1999](#) (traduction lafaimexpliquee.org).

Toutefois, cette théorie est dépassée depuis longtemps et un rapport récent de l'une des principales agences des Nations Unies affirmait que « Les trajectoires de développement suivies par les pays à revenu élevé ne sont pas transposables dans les pays à revenu faible ou intermédiaire... », parce que « les circonstances ont changé » et que « Très peu de pays à revenu faible ou intermédiaire, si ce n'est aucun, pourront obtenir le pouvoir hégémonique et le statut d'empire sur lesquels de nombreux pays à revenu élevé se sont appuyés pour améliorer leur bien-être » [[lire p. xix](#)].

Mais qu'en est-il vraiment ? Qu'en est-il du développement ? Quels sont les pays qui sont réellement « en développement » à l'heure actuelle ? Les « pays en développement » sont-ils véritablement en train de rattraper les « pays développés » ?

Le développement, c'est quoi au juste ?

Avant cela, il voyons comment le développement a été défini.

La Banque mondiale propose, comme indicateur simple et unique de développement, le PIB (produit intérieur brut), qu'il soit total ou par habitant. En d'autres termes, c'est la production annuelle d'un pays qui déterminerait son niveau de développement, cette production étant mesurée par la valeur ajoutée générée annuellement par le pays¹.

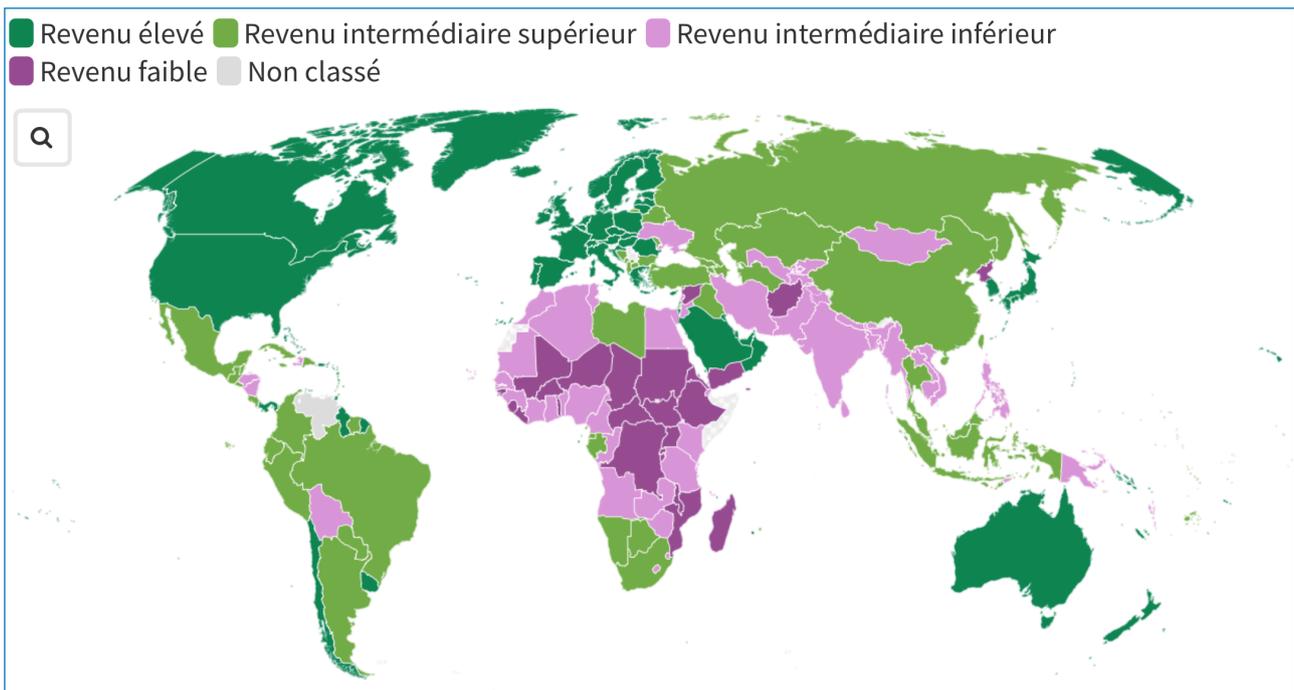
Cet indicateur a été fortement critiqué comme mesure du développement (un pays vivant de l'extraction de ses ressources naturelles peut apparaître plus « développé » qu'un pays ayant une solide économie diversifiée). Il l'est même en tant qu'indicateur de richesse puisqu'un pays produisant essentiellement des armes pourrait être considéré comme plus riche qu'un pays dont la production est principalement orientée vers le bien-être de ses habitants. De même, un pays engrangeant de l'argent en dilapidant ses ressources naturelles qui ne dureront pas éternellement, peut sembler plus prospère (et plus développé) qu'un autre dont l'économie serait plus durable.

La Banque mondiale se sert de cet indicateur pour classer les pays en 4 principales catégories de revenu mesuré par le PIB/habitant : à revenu élevé, à revenu intermédiaire supérieur, à revenu intermédiaire inférieur et à revenu faible [[lire](#)] (**Figure 2**) (voir la composition de ces groupes pour 2024, en annexe), abandonnant depuis 2016, les termes de « pays développé » et « pays en développement ». Cette classification que l'on peut considérer comme simpliste a été vivement critiquée quant à son faible intérêt analytique [[lire, par exemple en anglais](#)].

Pour leur part, en 1990, les Nations Unies proposèrent l'Indice de développement humain (IDH) pour qui « le développement national devrait être mesuré non pas seulement en fonction du revenu par habitant, comme cela a longtemps été le cas, mais aussi en fonction des résultats obtenus en matière de santé et d'éducation » (**Figure 3**). En 2010, cet indice a été complété par trois indices supplémentaires : « l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), et l'indice d'inégalité de genre (IIG) » [[lire p.1](#)].

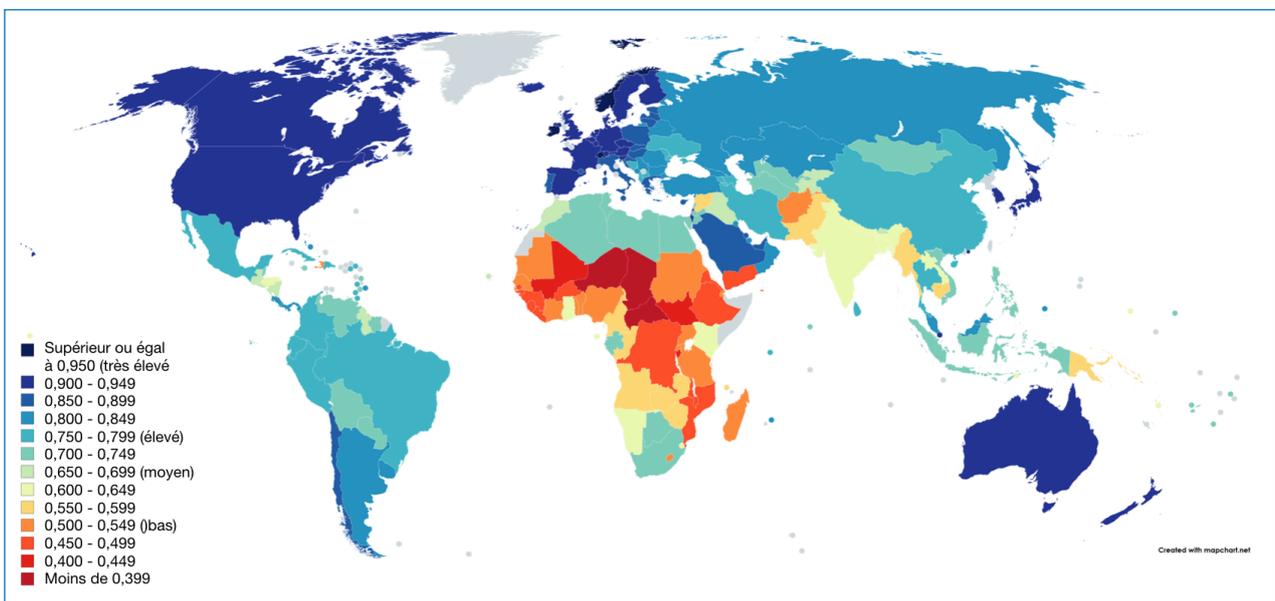
¹ La valeur ajoutée est définie par la différence entre la valeur finale de la production moins la valeur des consommations intermédiaires. Au niveau d'une entreprise, c'est la différence entre la valeur des ventes de produits diminuée de celle des achats de matériaux divers effectués.

Figure 2 La classification des pays selon le niveau de revenu, d'après la Banque mondiale (2022)



Source : [Hamade et al., 2023](#).

Figure 3 La classification des pays selon l'Indice de développement humain (DHI) des Nations Unies (2020)



Source : [Reddit](#) (traduction lafaimexpliquee.org).

La comparaison des cartes mondiales produites en utilisant ces deux classifications montre un certain air de famille, avec, cependant, quelques importantes différences illustrant notamment le fait que si la richesse importe pour le développement (et ce ne sera une surprise pour personne), les politiques économiques et sociales suivies par les pays ont un rôle déterminant sur la façon dont la population vit le développement, particulièrement dans sa dimension quotidienne d'éducation et de santé.

Bien entendu, la richesse, l'éducation et la santé ne suffisent pas à elles seules pour qualifier pleinement le niveau de développement d'un pays. Les aspects culturels, politiques et environnementaux comptent aussi pour la qualité de vie de la population. Ces dimensions avaient été considérées au moins en partie lors de l'élaboration du concept de développement durable, dans les années 1990 [[lire p.2](#)] ou par un pays comme le Bhoutan dans sa définition du bonheur national brut [[lire](#)], mais ces efforts n'ont pas (encore) abouti à la prise en compte de ces dimensions supplémentaires pour mieux évaluer le niveau de développement d'un pays à un moment donné.

Tracer le développement ? (méthode)

L'expression « en développement » donnant une idée d'évolution, de dynamique, cet article explorera les changements observés dans quelques domaines importants, afin d'apprécier la mesure dans laquelle les « pays en développement » ont réellement suivi une trajectoire de développement.

Mener cette analyse pays par pays demanderait un travail hors de portée pour lafaimexpliquee.org. Il s'est donc agi de regrouper les pays en groupes de pays semblables.

Une possibilité aurait été de prendre, par exemple, les pays de l'OCDE (le club des pays riches), les pays BRICS (ou BRICS+) (pays émergents) et le reste du monde. Là encore, la tâche aurait été complexe, car elle aurait exigé la manipulation d'un volume de données considérables.

Le choix s'est donc porté, par défaut, sur le regroupement des pays par niveau de revenu effectué par la Banque mondiale, d'autant plus que la base de données de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement mondial [[consulter, en anglais](#)] contient les informations quantifiées pour ses 4 groupements majeurs. La principale limite de ce choix, c'est que la composition de ces groupes (voir en annexe) varie dans le temps, ce qui peut biaiser quelque peu l'analyse, et que, comme cela a déjà été dit ci-dessus, ces groupes comprennent des pays très différents.

Une fois ce choix fait, il suffisait alors de choisir des indicateurs les plus pertinents (et les mieux fournis - plusieurs indicateurs ne présentent que des données sporadiques, malheureusement) et de les analyser.

C'est ce qui est fait dans la suite de cet article.

Le poids démographique des groupes et son évolution

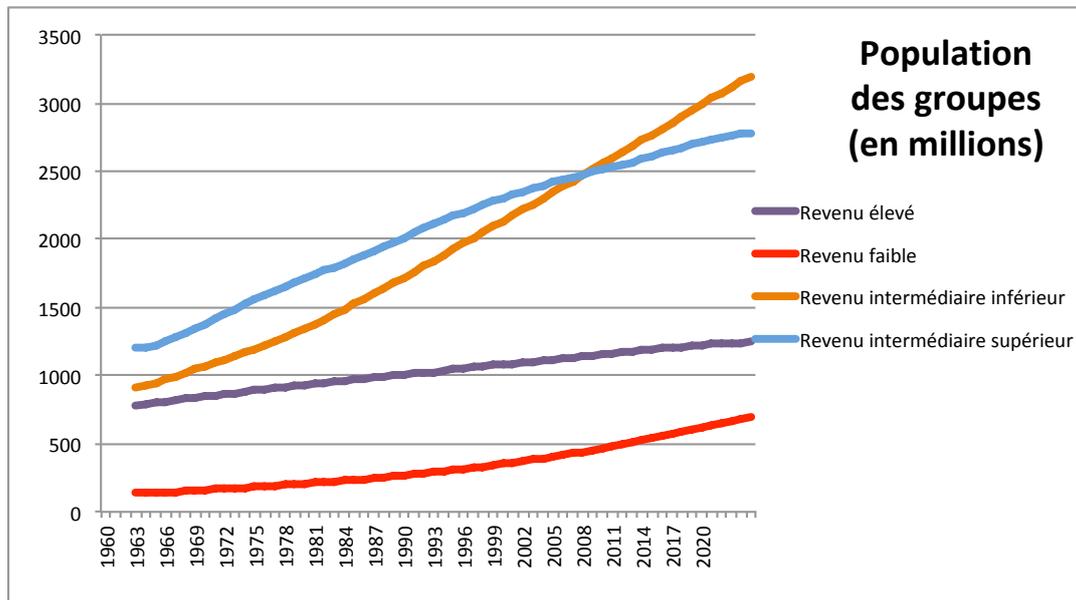
La **Figure 4** montre le poids démographique des quatre groupes de pays considérés dans l'analyse.

En 1960, les groupes à revenu élevé, revenu intermédiaire supérieur, revenu intermédiaire inférieur et à revenu faible représentaient respectivement 26 %, 40 %, 30 % et 4 % de la population mondiale. En 2022, ces proportions étaient passées respectivement à 16 %, 35 %, 40 % et 9 %.

Cette évolution, résulte de changements démographiques et du PIB des pays (puisque une modification de la valeur du PIB/habitant d'un pays, peut entraîner sa reclassification dans

un autre groupe). Elle illustre une aggravation des inégalités de revenus dans le monde que la Banque mondiale a fréquemment signalée [[lire notamment](#)].

Figure 4 Poids démographique des groupes de revenu de la Banque mondiale (1960-2022)



Source : [données de la Banque mondiale](#)

Les pays pauvres ont-ils effectué un rattrapage de leur retard économique ?

La **Figure 5** montre, en réalité, que l'écart entre le groupe des pays à revenu élevé et les autres groupes s'est accru régulièrement et non pas réduit sur la période 1960-2022.

Ainsi, en 1981, le PIB/habitant dans le groupe le plus riche était 31 fois celui du groupe à revenu faible. En 2022, ce rapport est passé à 58 fois, la différence de revenu ayant plus que doublé pour atteindre plus de 43 000 dollars de 2015 par habitant ! L'écart de revenu s'est également accru avec les autres groupes (il a augmenté entre 48 % et 98 % selon les groupes, l'écart s'accroissant au fur et à mesure que l'on va vers des groupes à revenu plus bas). En d'autres termes, les écarts entre groupes se sont creusés.

Ainsi, entre 1981 et 2022, le groupe des pays à faible revenu n'a vu son revenu/personne (exprimé en dollars de 2015, pour éliminer l'effet de l'inflation) croître que de 8 % tandis que le groupe au revenu élevé a vu le sien doubler. Pour les groupes à revenu intermédiaire, le revenu a été multiplié par 2,5 pour le groupe inférieur et par plus de 4 pour le groupe supérieur. Les inégalités se sont donc accrues à tous les niveaux (voir **Figure 5**, en haut à gauche).

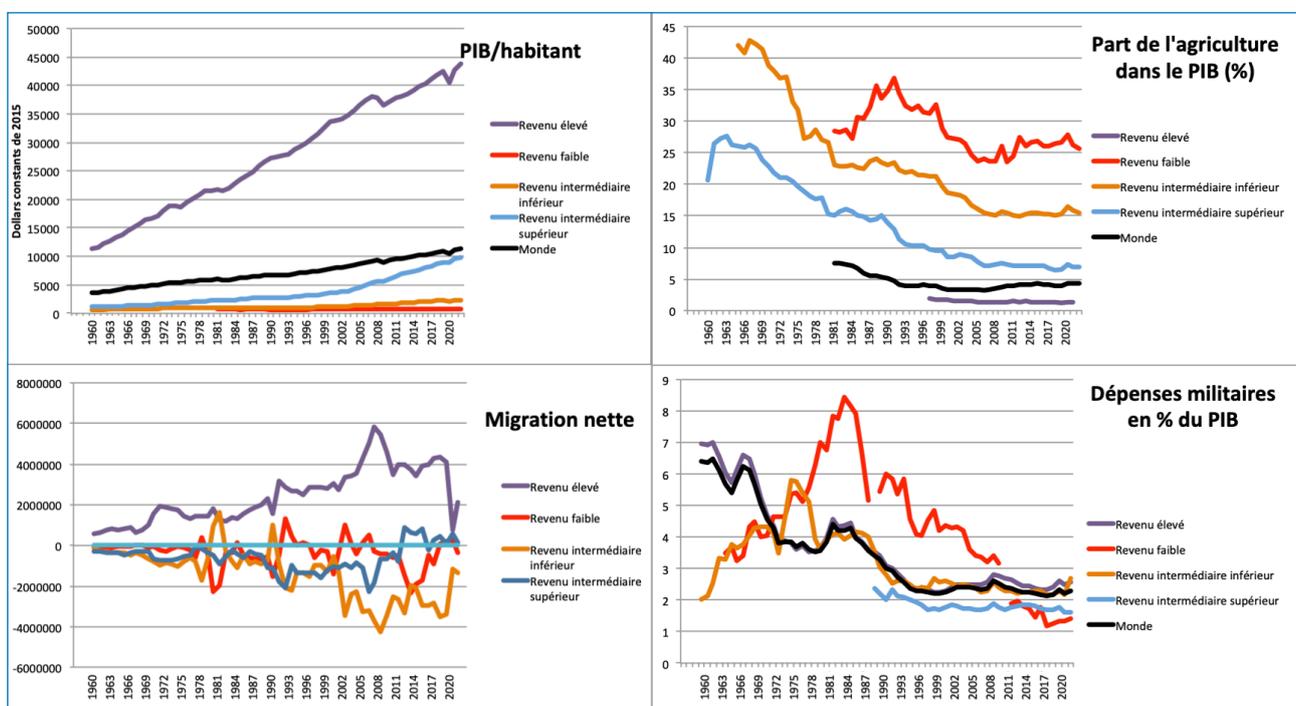
Il est intéressant de noter que, alors que les deux groupes de pays à revenu intermédiaire ont vu une diminution assez régulière du poids du secteur agricole dans leur économie, cette diminution s'est pratiquement arrêtée dans les pays du groupe à revenu faible, après le début du siècle. On voit ainsi que si l'agriculture ne représente plus que 1 % et 7 % du PIB pour les deux groupes les plus riches respectivement, en 2021, elle pèse encore 15 % et 26 % du PIB pour les groupes les plus pauvres, ce qui indique que les pays de ces groupes ne sont pas en train de suivre la voie royale « théorique » du développement

qui impliquerait une augmentation continue du poids des secteurs non agricoles (industriel et tertiaire) dans l'économie (voir **Figure 5**, en haut à droite).

On note aussi que, dans tous les groupes, le poids des dépenses militaires a baissé dans le PIB, mais que les pays à revenu faible ont dépensé une part plus grande de leur PIB pour la défense que les autres entre 1980 et 2010 (**Figure 5**, en bas à droite), ce qui a certainement eu un effet sur les ressources disponibles pour investir dans les autres secteurs.

Enfin, comme cela a déjà été dit sur lafaimexpliquee.org, l'émigration a surtout concerné les pays à revenu intermédiaire supérieur, les pays à revenu élevé étant sa destination favorite [[lire p.3](#)]. Les deux autres groupes ont été relativement moins touchés par les flux migratoires. Globalement, le phénomène migratoire a augmenté sur la période analysée, sauf vers la fin, probablement du fait de la pandémie (**Figure 5**, en bas à gauche).

Figure 5 Quelques indications sur l'évolution économique



Source : [données de la Banque mondiale](#)

Le rattrapage s'est-il fait dans le domaine de la santé ?

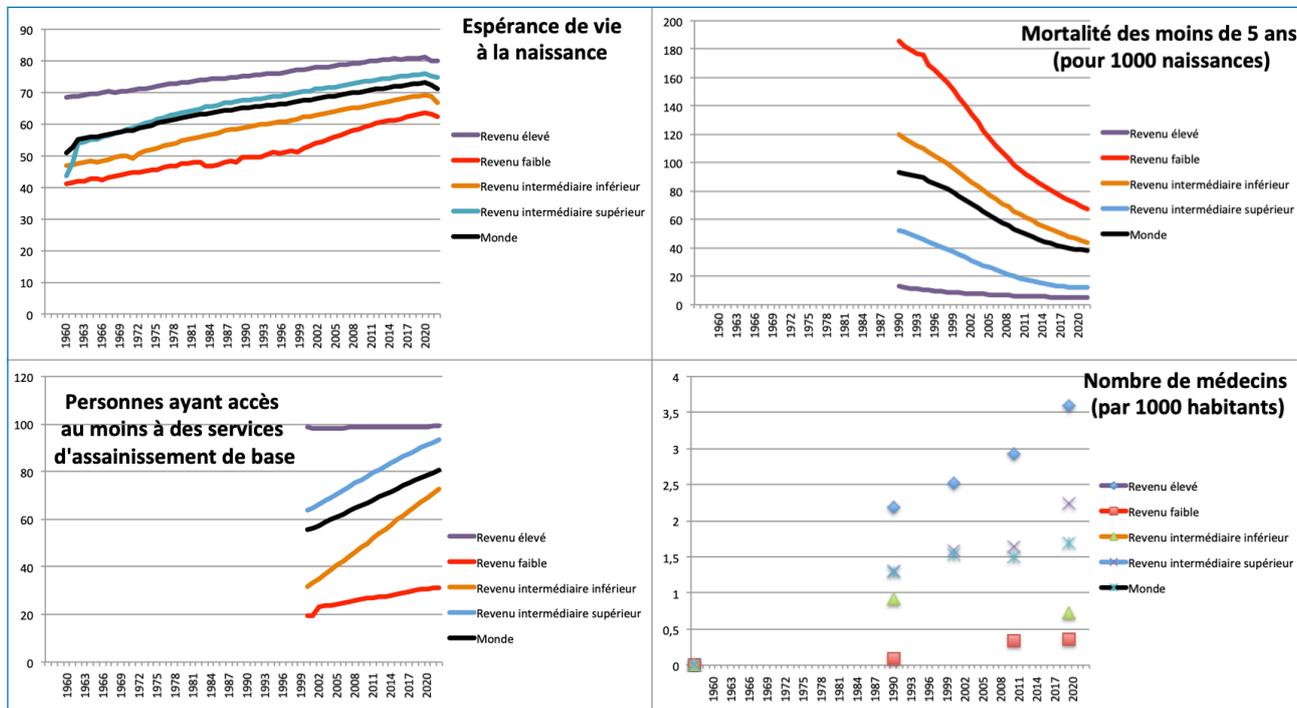
Si l'on considère la **Figure 6**, on verra que, d'une façon assez générale, les différences économiques se sont traduites par des inégalités persistantes dans le secteur de la santé.

C'est peut-être au niveau de l'espérance de vie que l'évolution de tous les groupes s'est faite en parallèle. Sur toute la période, en effet, l'espérance de vie s'est allongée à un rythme comparable. Dans ce cas, s'il n'y a pas eu de rattrapage à proprement parler, au moins les inégalités ne se sont pas creusées. Elles se sont même réduites marginalement, puisque, par exemple, la différence entre le groupe à revenu élevé et le groupe à revenu faible est passé de 27 ans en 1960 à 28 ans en 2022 (**Figure 6**, en haut à gauche).

La différence de mortalité des enfants de moins de 5 ans s'est également considérablement réduite, les taux de mortalité baissant fortement. Un décalage sensible

subsiste, néanmoins, puisque la mortalité dans les pays à revenu faible était encore de l'ordre de 47 ‰ en 2021, bien plus forte que celle observée dans les pays à revenu élevé dès 1990 (10 ‰), la première année pour laquelle cette statistique est disponible (**Figure 6**, en haut à droite).

Figure 6 Quelques indications sur l'évolution du point de vue de la santé



Source : [données de la Banque mondiale](#)

Parmi les causes pouvant expliquer les différences encore observées entre les groupes, il y a l'accès à des services d'assainissement de base, le nombre de médecins par 1000 habitants et d'autres tels que l'accès à l'eau potable notamment.

Pour l'assainissement de base (**Figure 6**, en bas à gauche), le rattrapage est assez rapide pour les pays des deux groupes à revenu intermédiaire. Il est très lent dans le cas des pays à revenu faible.

Pour ce qui est du nombre de médecins par 1000 habitants (**Figure 6**, en bas à droite), l'écart continue de se creuser entre le groupe des pays à revenu élevé et les autres groupes. Cet écart provient sans doute à la fois du nombre de médecins que les pays peuvent former et du flux de médecins depuis les pays pauvres vers les pays riches, ce dernier phénomène s'observant même entre pays membres de l'Union européenne.

L'impression générale est que dans le domaine de la santé, la situation est moins mauvaise que dans le domaine économique, même si des différences considérables subsistent, voire s'accroissent, notamment pour ce qui est de l'accès aux soins.

Le rattrapage s'est-il fait dans le domaine de l'éducation ?

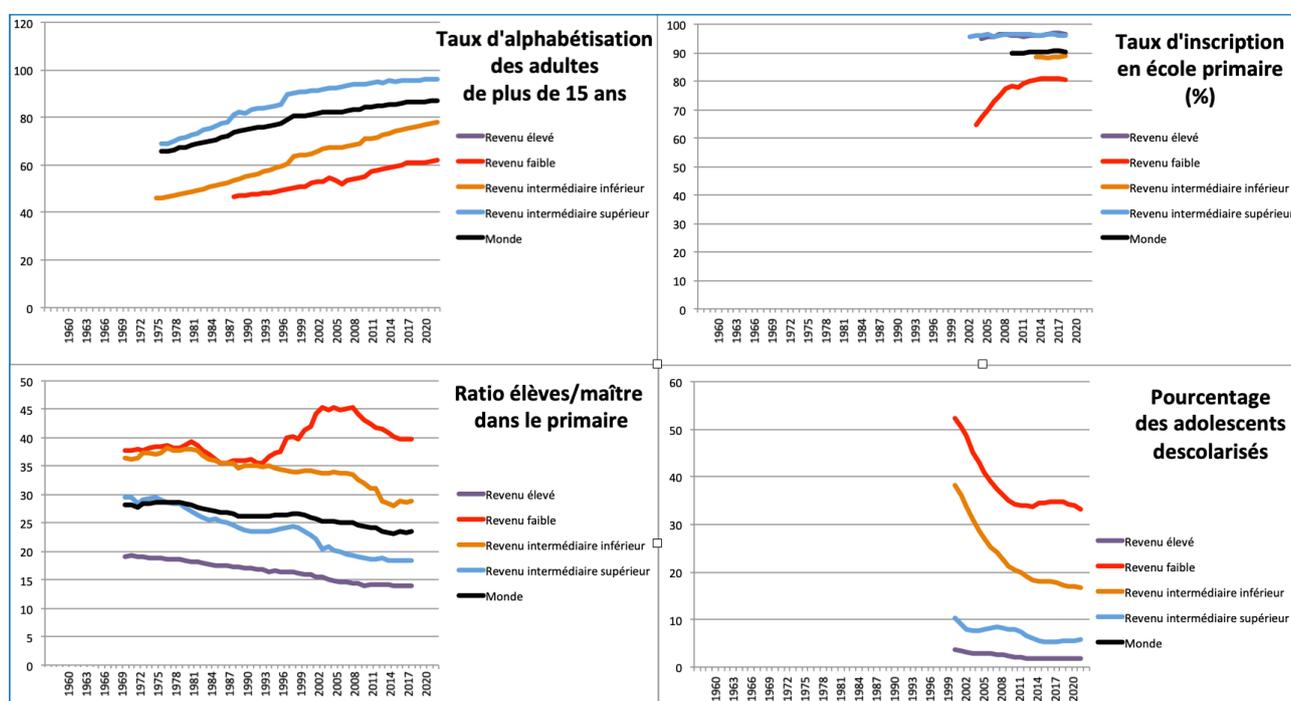
Oui, dans une certaine mesure, puisque le taux d'alphabétisation des adultes a augmenté dans tous les groupes (sauf les pays à revenu élevé pour lesquels les données ne sont pas disponibles, mais où le taux est certainement très élevé). Le groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur flirte avec les 100 % d'alphabétisation, tandis que, pour le

groupe des pays à revenu faible, le taux vient seulement de dépasser les 60 % (**Figure 7**, en haut à gauche).

Pour ce qui est de l'éducation primaire, les taux d'inscriptions sont élevés partout, les pays à revenu faible semblant plafonner à environ 80 % depuis le début des années 2010 (**Figure 7**, en haut à droite).

Par contre, la qualité de l'enseignement primaire prodigué paraît très variable, si l'on estime que le ratio du nombre d'élèves par maître en est un indicateur majeur et pertinent. Ce ratio est de plus de 40 pour les pays à revenu faible et a connu une dégradation notable au cours des années 1990, avant qu'il ne s'améliore un peu depuis lors. Pour les autres groupes, le ratio a baissé assez régulièrement depuis les années 1970, le plus bas ratio étant observé dans les pays à revenu élevé (environ 18 élèves par maître) (**Figure 7**, en bas à gauche).

Figure 7 Quelques indications sur l'évolution du point de vue de l'éducation



Source : [données de la Banque mondiale](#)

Enfin, la première décennie du siècle a vu une forte diminution du pourcentage des adolescents déscolarisés pour les deux groupes les plus pauvres, avec un tassement au cours des années 2010, tandis que les deux groupes plus riches ont eu des taux de déscolarisation inférieurs à 20 % pendant toute la période pour laquelle des données sont disponibles (**Figure 7**, en bas à droite).

De ce rapide tour d'horizon, il semble que l'éducation ait fait relativement plus de progrès que la santé, et surtout, les inégalités y apparaissent moindres, en comparaison. Cependant, d'énormes inégalités subsistent dans l'enseignement supérieur et la recherche, qui sont dominés par un petit nombre de pays dont la plupart sont des pays à revenu élevé, hormis la Chine et, peut-être, le Brésil et l'Inde [lire [ici p.3-5](#) et [ici p.2-3](#)].

Qu'en est-il pour la sous-alimentation et la pauvreté ?

Sous-alimentation

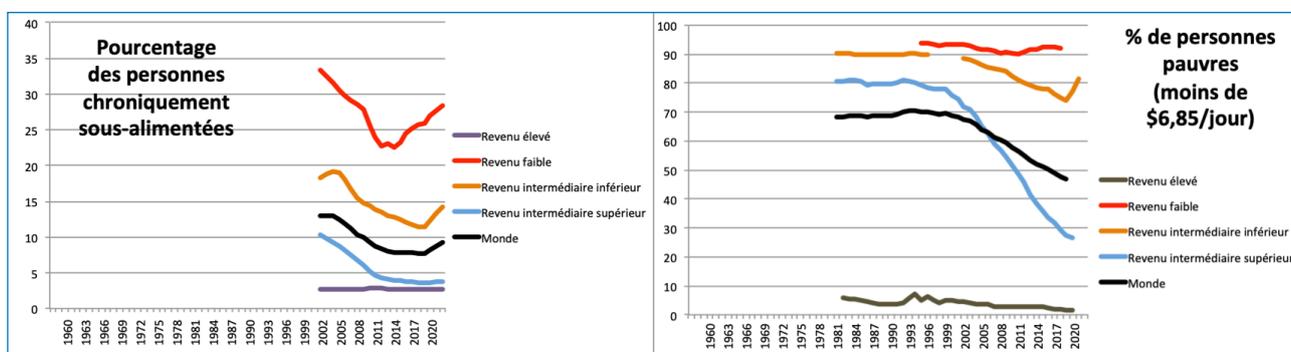
Le lectorat habituel de lafaimexpliquee.org est au fait de l'évolution de la situation alimentaire mondiale [[lire](#)] et des principaux facteurs qui l'explique [[explorer](#)].

Si l'on considère l'évolution du nombre total de personnes sous-alimentées chroniques dans le monde (**Figure 8**, côté gauche, courbe noire), on constate que la diminution tendancielle des estimations par les Nations Unies s'est arrêtée au début du siècle. Puis, après une période de stabilité relative, ce nombre s'est mis à augmenter au cours de ces dernières années, notamment du fait de la pandémie, mais aussi à cause de toute une série de raisons évoquées sur lafaimexpliquee.org [[lire boîte p.6](#)].

Si l'on considère maintenant les groupes de pays classés selon leur niveau de PIB par habitant, on constate que leurs courbes sont rangées dans l'ordre, depuis les pays à revenu faible où la sous-alimentation est la plus répandue (28 % de la population) (courbe rouge), jusqu'au groupe au revenu le plus élevé pour lequel la sous-alimentation est la plus faible (moins de 3 %) (courbe violette).

Ces courbes suivent des évolutions à peu près similaires, à l'exception des pays les plus pauvres, où la tendance s'est inversée plus tôt que pour les autres groupes, et des plus riches où la courbe est assez plate, mais en très légère augmentation (pour des explications, voir [ici](#)).

Figure 8 Évolution de la sous-alimentation chronique et de la pauvreté



Source : [données de la Banque mondiale](#)

Ce qui est tout à fait évident, cependant, c'est que, dans le domaine de la sous-alimentation, il n'y a pas de rattrapage. Au contraire, au cours de la dernière décennie, l'écart entre les groupes de pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur, et le groupe des pays à revenu élevé s'est creusé.

Pauvreté

La part de la population vivant avec moins de 6,85 dollars par jour a rapidement diminué dans le groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur à partir du milieu des années 1990, passant de 81 % en 1995 à 27 % en 2022 (**Figure 8**, droite). Cette amélioration remarquable peut principalement être expliquée par la transformation de l'économie chinoise.

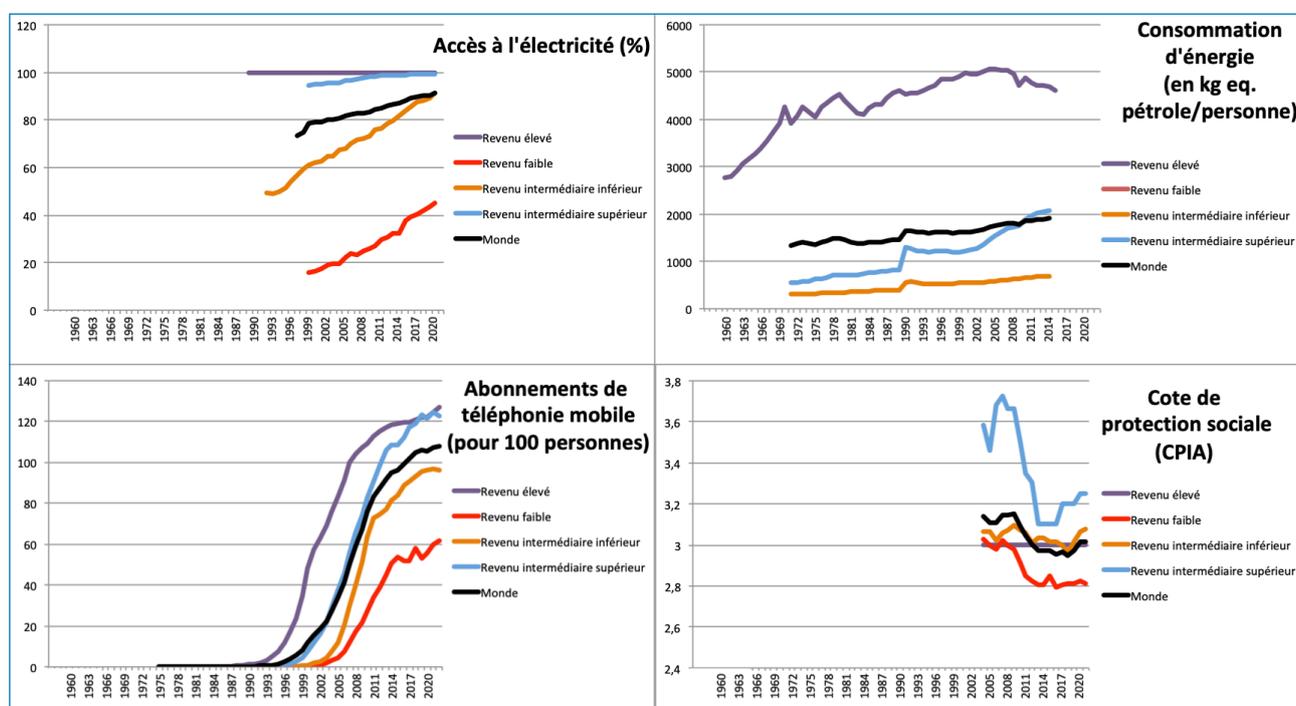
Au contraire, il a eu assez peu de changement pour le groupe des pays à revenu intermédiaire inférieur et les pays à faible revenu, pour qui la part de la population pauvre était respectivement aux alentours de 80 % et au-dessus de 90 %, tandis que pour le groupe des pays à revenu élevé, cette part est restée en dessous de 2 % depuis 2008.

Autrement dit, il a eu du rattrapage pour le groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur (surtout en Chine) et seulement une amélioration marginale pour les autres groupes.

Qu'en est-il de l'énergie, des communications et de la protection sociale ?

La **Figure 9** montre les changements observés dans les domaines de l'énergie, des communications et de la protection sociale.

Figure 9 Quelques indications sur l'évolution dans l'énergie, des communications et de la protection sociale



Source : [données de la Banque mondiale](#)

Dans le domaine de l'énergie, un rattrapage a eu lieu pour ce qui est de l'accès à l'électricité, mais l'écart entre le groupe des pays à revenu faible et les autres reste abyssal (**Figure 9**, en haut à gauche). La consommation d'énergie/personne s'est accrue pour tous les groupes pour lesquels il y a des données disponibles. Une légère baisse de la consommation est observée pour les pays à haut revenu à partir des années 2000, mais son niveau reste néanmoins plus du double de celui des autres groupes (**Figure 9**, en haut à droite).

Les abonnements de téléphonie mobile ont explosé partout au tournant du siècle, atteignant des totaux de plus de 120 abonnements pour 100 personnes, dans les pays les plus riches. Le groupe des pays à revenu intermédiaire inférieur plafonne aux alentours de 100, et le groupe des pays à faible revenu progresse irrégulièrement pour s'élever à 50 abonnements pour 100 personnes en 2022 (**Figure 9**, en bas à gauche).

Du point de vue de l'inclusion et de l'équité sociale, la cote accordée par le CPIA² montre une dégradation de la situation dans tous les groupes au cours des années 2010, surtout dans le groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur, et une relative stabilité dans la moyenne pour les autres groupes pour lesquels les données sont disponibles (**Figure 9**, en bas à droite). Cela pourrait paraître surprenant dans la mesure où ces évolutions coïncident avec une importance croissante donnée généralement aux aspects sociaux dans le discours dominant.

Conclusion

Cette rapide analyse montre que l'expression de « pays en développement » cache une dure réalité faite d'inégalités qui se maintiennent, voire se creusent, dans le monde. L'idée que progressivement les pays convergeraient vers un niveau élevé de développement symbolisé par les pays à haut revenu est un leurre, et cela, quelle que soit la dimension considérée de ce que l'on appelle généralement le développement.

Du point de vue **économique**, l'écart entre les PIB/habitant des quatre groupes de revenu pris en compte ici s'est creusé de manière spectaculaire, au cours des 60 dernières années.

Du point de vue de la **santé**, on observe une forme de rattrapage dans certains domaines (accès aux services d'assainissement, mortalité infantile), mais les différences subsistent, voire s'amplifient, comme c'est le cas dans le domaine de l'accès aux soins de qualité.

Dans le domaine de l'**éducation**, des progrès considérables ont été faits dans l'éducation primaire, au moins quantitativement, même si, du point de vue qualitatif, les écarts restent abyssaux. Pour les niveaux supérieurs d'éducation, notamment pour les adolescents, beaucoup doit encore être fait.

Enfin, pour ce qui est de l'**alimentation** et de la **pauvreté** (liés aux deux premiers des Objectifs du développement durable - ODD), qui sont des domaines pour lesquels lafaimexpliquee.org a un intérêt particulier, il n'y a guère eu de réel rattrapage général entre les pays pauvres et les pays riches, ou alors il n'est que marginal, sauf dans le cas de la Chine, où des progrès considérables ont été réalisés. En fait, l'impression générale est plus une de stagnation ou même de régression, surtout au cours de ces toutes dernières années.

L'accès à l'**électricité**, à la **téléphonie mobile** et la **consommation d'énergie** sont probablement parmi les changements encourus les plus remarquables et les plus rapides. Mais là aussi, les pays les plus pauvres sont à la traîne, tandis que la protection sociale, si visible dans le discours dominant, ne se traduit pas vraiment dans la réalité.

La Banque mondiale ne s'y trompe pas, et le bilan qu'elle fait de l'année 2023 qui vient de se terminer, est assez réaliste. Ce bilan, elle l'illustre par 9 diagrammes portant sur 9 constats essentiels, tous préoccupants, dont le plus important est que la diminution de la pauvreté, dont la Banque s'enorgueillissait, est au point mort [[lire](#)].

² CPIA : Country Policy and Institutional Assessment (Évaluation des politiques et des institutions nationales) de la Banque mondiale - Les politiques sociales sont notées entre 1 (favorisant faiblement l'inclusion sociale et l'équité) et 6 (favorisant fortement l'inclusion sociale et l'équité).

La Banque a abandonné l'expression « en développement » en 2016. Il est temps que l'on oublie totalement ce terme, comme lafaimexpliquee.org l'a fait depuis longtemps, car il ne sert qu'à travestir la dure réalité de l'économie mondiale, faite d'inégalités croissantes.

[Materne Maetz](#)
(janvier 2024)

Annexe: Composition des groupes de pays selon le revenu pour 2024 ([Banque mondiale, en ligne, en anglais](#))

Pays à revenu faible

Afghanistan, Korea, Dem. People's Rep , South Sudan, Burkina Faso, Liberia, Sudan, Burundi, Madagascar, Syrian Arab Republic, Central African Republic, Malawi, Togo, Chad Mali, Uganda, Congo, Dem. Rep, Mozambique, Yemen, Rep., Eritrea, Niger, Ethiopia, Rwanda, Gambia, The Sierra Leone, Guinea-Bissau, Somalia.

Pays à revenu intermédiaire inférieur

Philippines, Algeria, India, Samoa, Bangladesh, Iran, Islamic Rep, São Tomé and Príncipe, Benin, Kenya, Senegal, Bhutan, Kiribati, Solomon Islands, Bolivia, Kyrgyz Republic, Sri Lanka, Cabo Verde, Lao PDR, Tanzania, Cambodia, Lebanon, Tajikistan, Cameroon, Lesotho, Timor-Leste, Comoros, Mauritania, Tunisia, Congo, Rep., Micronesia, Fed. Sts., Ukraine, Côte d'Ivoire, Mongolia, Uzbekistan, Djibouti, Morocco, Vanuatu, Egypt, Arab Rep., Myanmar, Vietnam, Eswatini, Nepal, Zambia, Ghana, Nicaragua, Zimbabwe, Guinea, Nigeria, Haiti, Pakistan, Honduras, Papua New, Guinea.

Pays à revenu intermédiaire supérieur

Albania, Fiji, North Macedonia, Argentina, Gabon, Palau, Armenia, Georgia, Paraguay, Azerbaijan, Grenada, Peru, Belarus, Guatemala, Russian Federation, Belize, Indonesia Serbia, Bosnia and Herzegovina, Iraq, South Africa, Botswana, Jamaica, St. Lucia, Brazil, Kazakhstan, St. Vincent and the Grenadines, Bulgaria, Kosovo, Suriname, China, Libya, Thailand, Colombia, Malaysia, Tonga, Costa Rica , Maldives, Türkiye, Cuba, Marshall Islands, Turkmenistan, Dominica, Mauritius, Tuvalu, Dominican Republic, Mexico West Bank and Gaza, El Salvador, Moldova, Equatorial Guinea, Montenegro, Ecuador, Namibia.

Pays à revenu élevé

American Samoa, Germany, Oman , Andorra, Gibraltar, Panama, Antigua and Barbuda, Greece, Poland, Aruba, Greenland, Portugal, Australia, Guam, Puerto Rico, Austria, Hong Kong SAR, China, Qatar, Bahamas, Hungary, Romania, Bahrain, Iceland, San Marino, Barbados, Ireland, Saudi Arabia, Belgium, Isle of Man , Seychelles, Bermuda, Israel, Singapore, British Virgin Islands, Italy, Sint Maarten (Dutch part), Brunei Darussalam, Japan, Slovak Republic, Canada, Korea, Rep., Slovenia, Cayman Islands, Kuwait, Spain, Channel Islands, Latvia, St. Kitts and Nevis, Chile, Liechtenstein, St. Martin (French part), Croatia, Lithuania, Sweden, Curaçao, Luxembourg, Switzerland, Cyprus, Macao SAR, China, Taiwan, China, Czech Republic, Malta, Trinidad and Tobago, Denmark, Monaco, Turks and Caicos Islands, Estonia, Nauru, United Arab Emirates, Faroe Islands, Netherlands, United Kingdom, Finland, New Caledonia, United States, France, New Zealand, Uruguay, French Polynesia, Northern Mariana Islands, Virgin Islands (U.S.), Guyana, Norway.

Pour en savoir davantage :

- Banque mondiale, [World Bank Country and Lending Groups](#), (en ligne, consulté le 14 janvier 2024) (en anglais).
- Banque mondiale, [World Development Indicators \(WDI\)](#), Banque de donnée en ligne consultée le 14 janvier 2024 (en anglais).
- Banque mondiale, [2023 en neuf graphiques : les inégalités se creusent dans le monde, 2023](#).
- FAO, [L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture: Moteurs et déclencheurs de transformation – Résumé](#), 2023.
- Hamade N., et al., [Nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu pour l'ex. 2024 \(1er juillet 2023-30 juin 2024\)](#), Banque mondiale, 2023.
- Lencucha R, Neupane S., [The use, misuse and overuse of the 'low-income and middle-income countries' category](#), BMJ Glob Health, 2022 (en anglais).
- Farias, D.B.L., [Outlook for the 'developing country' category: a paradox of demise and continuity](#), Third World Quarterly, 2019 (en anglais).
- PNUD, [Indices et indicateurs de développement humain 2018 - Mise à jour statistique](#), 2018.

Sélection de quelques articles parus sur lafaimexpliquee.org liés à ce sujet :

- [Des chiffres et des faits sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde - Insécurité alimentaire mondiale stable, en augmentation en Afrique ODD hors d'atteinte](#), 2023.
- [Politiques pour une transition vers des systèmes alimentaires plus durables et plus respectueux du climat](#), 2018.
- [Le creusement des inégalités dans le monde constitue une menace pour la stabilité sociale et politique](#), 2017.
- Opinions : [Comment arrêter la machine mondiale à fabriquer des inégalités ?](#) par J. Hickel, 2017.